Cahier de doléances du Tiers État de Marcilly-sur-Seine (Marne)

Cahier de plaintes, doléances et remontrances exposées et recueillies en l'assemblée générale des habitants de la communauté, municipalité et village de Marcilly-sur-Seine, bailliage de Sézanne, Convoquée au son de la cloche et tenue en l'auditoire dudit lieu de Marcilly, le 4 du présent mois de mars 1789, en conséquence de la sommation faite auxdits habitants et communauté à la personne et domicile du sieur Edme-Jacques Hobequin, syndic municipal d'icelle, par exploit de Panlaléon-Nicolas Geollot, huissier royal au bailliage de Sézanne, du 27 février dernier, de l'ordonnance de M. le Bailli de Sézanne, et à la requête de M. le Procureur du Roi dudit bailliage, le tout en vertu des ordres de Sa Majesté à eux notifiés par ses lettres et règlement y annexés du 24 janvier aussi dernier, après que dès dimanche dernier, 1^{er} du présent mois, lecture et publication d'iceux ont été faites, et ce, tant au prône de la paroisse dudit lieu par M. le curé qu'au-devant de la porte principale de l'église, à l'issue de la messe paroissiale, et de nouveau en ladite assemblée, dont du tout a été fait et dressé procès-verbal pour être joint au cahier, pour les doubles d'iceux être remis, conformément audit procès-verbal, es-mains des sieurs Edme-Jacques Robequin et Louis Vergeot, députés choisis et nommés en la susdite assemblée pour être, par eux. portés et rendus le lundi 9 dudit présent mois, entre les mains de M...

Savoir :

Objets de plaintes, doléances et remontrances sur les droits seigneuriaux et autres servitudes exigés par le seigneur sur les personnes et possessions, sans titre constant, et dont les habitants n'ont jamais eu de connaissance légale.

Droits seigneuriaux à cause des terres et prés. Les droits proprement dits seigneuriaux se paient à la seigneurie par tous et un chacun les propriétaires de terres et prés et consistent, savoir : pour les terres, en deux boisseaux de grains des quatre espèces : froment, seigle, orge et avoine, par quart, par chacun an et par chaque arpent portant ou non portant et de la plus belle qualité ; ce qui fait, pour chaque arpent, trois boisseaux par année, à cause du tiers en repos ; et pour les prés, 5 sols en argent et un chapon vif, en plume de 15 sols de valeur, ce qui fait 20 sols par arpent chaque année.

Droit appelé cens. Ce sont six deniers exigés par la seigneurie, chaque année, par arpent de terre ou pré à titre de cens.

Lods et ventes. Ils sont pareillement exigés sur le pied du sixième de acquisition par chaque mutation. Droits de poule et de feu. Ils s'exigent tous les ans sur chaque ménage et demi-ménage et consistent en 12 sols 6 deniers en argent et une poule vive en plumes, évaluée 10 sols, ce qui fait, par chaque ménage, 22 sols 6 deniers, et 11 sols 8 deniers par demi-ménage chaque année.

Corvée. Chaque ménage est contraint de faire une journée de corvée pour le service de la seigneurie, savoir : les laboureurs avec chevaux et charrettes, et les autres habitants en personne, ce qui fait, par ménage, journée entière, et demi-journée par demi-ménage.

Tiers sans charge dans les biens communaux. La seigneurie exige en outre, sous le titre de droits de tiersage, le tiers du revenu de tous les biens communaux, sans vouloir supporter aucune des charges de la communauté ; et cette prétention s'étend même jusque dans le quart des bois mis en réserve.

Tous ces droits exigés avec amendes à défaut de paiement aussitôt l'échéance et en cas de retard sans forme ni procédure juridiques.

Dévastation et dégâts d'emblaves par le gibier. Il résulte de la quantité de remises et garennes établies sur le territoire et qui donnent lieu à une multitude innombrable de lapins qui s'y réfugient de toutes parts et détruisent les emblaves ; il en est de même des lièvres et perdrix qui y abondent, sans compter la voracité des pigeons ; le même inconvénient pour les lapins existe dans les bois de la seigneurie, d'où ils se répandent dans les prairies voisines et en détruisent l'herbe.

Plantations multipliées. Leur inconvénient et le préjudice qu'elles causent aux propriétaires par l'écart et profondeur de leurs racines, ainsi que par leurs ombrages, surtout les ormes et noyers ; qu'elles sont d'ailleurs, par leurs dispositions en avenues si multipliées qu'elles forment et donnent au territoire plutôt l'air d'un parc que d'un terrain en culture.

Étendue du territoire. Il comporte environ 2200 arpents, savoir :

700 arpents au plus en terres labourables, dont plus de moitié appartient à la seigneurie. Les bois de laquelle peuvent consister en 1100 arpents et environ 400 arpents de prés et pâture, dont la moitié au moins appartient à ladite seigneurie et sont des plus arides ; de sorte que, les droits dits seigneuriaux, fauchage, tannage et charrois payés, et les vingtièmes et autres impositions royales acquittées, il est constant qu'il ne reste, le plus souvent, aux propriétaires, absolument rien, particulièrement dans les années de sécheresse. Il en est de même des terres en propre des particuliers dont le sol est très ingrat, n'étant jusque près sa superficie que de craie, tandis que celui de la seigneurie est beaucoup plus favorable ; de sorte aussi que, les charges, semences, façons, moissons et charrois payés, le cultivateur n'a presque rien.

Autres objets de réclamation.

Étalons. Cette municipalité a déjà eu l'honneur d'exposer, par un mémoire adressé le 1^{er} juin de l'année dernière à MM. du Bureau de la Commission intermédiaire de Sézanne, qu'il paraissait, par une expérience de bien des années, dans les pays de rivière où il y a des pâturages, que l'ordre des étalons établis était absolument contraire à la propagation des chevaux, et qu'au lieu de l'augmenter, il la diminuait sensiblement ; que, pour en donner une démonstration persuasive, il ne fallait que considérer qu'il y a environ trente ans, lorsque l'on ne contraignait pas les laboureurs à y avoir recours, ils envoyaient dans les pâtures leurs chevaux et juments qui y devenaient pleines et produisaient beaucoup de poulains, ces juments se trouvant saillies au moment favorable ; au lieu que la maxime de recourir aux étalons cause beaucoup de frais aux laboureurs et rend l'espèce cavalline beaucoup plus rare et fort chère, principalement dans ce pays.

Facultés des habitants et leurs charges. L'on observe définitivement, comme on l'a pareillement exposé par le susdit mémoire, que la communauté ne possède qu'un cinquième au plus des propriétés du territoire, et qu'à l'exception de cinq ou six laboureurs et autant de gens de commerce et artisans, tout le reste des habitants ne sont que des journaliers qui ne sont stylés, de père en fils, qu'au travail du tirage des bois flottés à bûches perdues, qui se déposent sur les ports, d'où ensuite ils sont mis en trains et conduits à Paris pour la provision de cette ville, et lorsque les flots manquent ou que par de trop grandes ou basses eaux et glaces ces travaux cessent quelque-fois des mois entiers et plus, ils se voient alors réduits à la plus excessive misère et dans l'impossibilité de payer exactement leurs charges dont les moindres taxes montent à dix-huit ou vingt livres pour chaque journalier ou manœuvre par année, tant pour taille, capitation et corvées que pour industrie dont le total pour la communauté monte, cette présente année, à la somme de 5154 livres 12 d 6 s outre sa cote part dans celle de 1833 l. 10 d. 9 s. de vingtièmes dont le seigneur ne paie que 1060 l., tandis que depuis 1740 jusqu'en 1750, cette communauté ne payait pour tous ces objets, les vingtièmes exceptés, qu'environ la somme de 1800 l. par année.

A l'exposition de tous les motifs de plaintes, doléances et réclamations ci-dessus et ci-devant, lesdits habitants et communauté osent joindre la liberté de n'écouter que le zèle qui les anime tous pour déclarer par ces présentes qu'ils se dévouent unanimement, et chacun d'eux en particulier et sans restriction, à tout ce que la bonté royale et paternelle île Sa Majesté daignera leur faire prescrire, soit à titre de subvention aux charges et besoins de l'État, soit à titre de soulagement que la commisération de leur situation malheureuse pourra inspirer en leur faveur.

Lequel présent cahier ainsi fait, dressé et rédigé par le greffier municipal, a été remis entre les mains desdits sieurs Robequin et Vergeot, députés sus-nommés, qui s'en sont conjointement chargés, ainsi que dudit procès-verbal sus-énoncé, aux fins que dessus. Le tout après avoir été signé, tant par eux que par les syndic, notables et adjoints, ceux des habitants qui savent signer et ledit greffier municipal, et en présence desdits habitants qui ont déclaré ne le savoir, ledit jour 4 mars 1789.

Du vendredi 6 mars 1789 de relevée.

Dime ecclésiastique. En l'assemblée particulière des syndics et autres membres de la municipalité de Marcilly-sur-Seine, convoquée et tenue extraordinairement à la requête des sieurs Louis Vergeot, Pierre Maufront, Simon Thierry, Pierre Trouillot l'aîné, Clair Fricault et Jacques Juchat, composant le corps des laboureurs de ladite communauté, qui ont signé le cahier des autres parts, ils ont observé qu'ils avaient omis d'y faire comprendre un motif essentiel, c'est la maxime de la manière arbitraire de percevoir la dîme sur tous les grains de toute espèce et chanvres à la quatorzième gerbe, au choix du dîmeur de l'abbaye de Chantemerle qui en est gros décimateur, ce qui est susceptible d'occasionner beaucoup de contestations sous prétexte de l'uniformité de la percevoir partout ailleurs avec plus ou moins d'abus.

Sel. Ladite assemblée interprétant le vœu de tous les habitants et notamment des plus indigents, ont aussi l'honneur de représenter que le sel est à un prix si exorbitant que les pauvres, qui sont dans la plus grande

détresse eu égard à la cherté des grains, ne peuvent s'en procurer l'usage, quoique de première nécessité.

Pourquoi ont requis qu'il en fût fait état par supplément aux plaintes et doléances contenues audit cahier, ce qui a été unanimement octroyé pour servir et valoir ce que de raison ; et ont signé avec ceux desdits municipaux qui se sont trouvés en ladite assemblée et le greffier d'icelle, tant sur le présent cahier que sur le double d'icelui resté dans les archives de ladite municipalité, lesdits jours et an.